

# Fermer les mines en construisant l'Europe

Une histoire sociale de l'intégration européenne

Nicolas Verschueren



P.I.E. Peter Lang



**EUROCLIO**  
ÉTUDES ET DOCUMENTS



Et si les mineurs étaient les vrais pères fondateurs de l'Europe ? La question est faussement provocatrice. L'histoire de la construction européenne a une dimension sociale largement sous-estimée contribuant à faire de l'Union européenne un corps institutionnel désincarné.

De la bataille du charbon aux luttes sociales dans les années 1970, l'auteur porte un regard inédit sur l'intégration européenne où les enjeux économiques et sociaux se jouent à Bruxelles mais se réalisent dans les bassins charbonniers. À partir de l'histoire des ouvriers de la mine après 1945, il peint un tableau impressionniste de l'histoire sociale de la construction européenne associant architecture du logement ouvrier, politiques sociales ambitieuses, résistances des mineurs et culture ouvrière. Le Borinage devient un laboratoire où la formule « fermeture des mines et reconversion industrielle » donne un résultat des plus surprenants. L'histoire sociale de l'Union européenne cesse alors d'être un mirage pour se dessiner au fusain.

Docteur en histoire contemporaine, **Nicolas VERSCHUEREN** a suivi ses études à l'Université libre de Bruxelles où il s'est spécialisé dans la recherche en histoire économique et sociale. Après son doctorat, il a poursuivi ses recherches dans le domaine de l'histoire sociale industrielle à l'Université du Luxembourg. Il travaille actuellement à Washington au Centre des relations transatlantiques de la Johns Hopkins University.





**FERMER LES MINES  
EN CONSTRUISANT L'EUROPE  
UNE HISTOIRE SOCIALE  
DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE**



**P.I.E. Peter Lang**

Bruxelles · Bern · Berlin · Frankfurt am Main · New York · Oxford · Wien

EUROCLIO est un projet scientifique et éditorial, un réseau d'institutions de recherche et de chercheurs, un forum d'idées. EUROCLIO, en tant que projet éditorial, comprend deux versants : le premier versant concerne les études et documents, le second versant les instruments de travail. L'un et l'autre visent à rendre accessibles les résultats de la recherche, mais également à ouvrir des pistes en matière d'histoire de la construction/intégration/unification européenne.

La collection EUROCLIO répond à un double objectif : offrir des instruments de travail, de référence, à la recherche ; offrir une tribune à celle-ci en termes de publication des résultats. La collection comprend donc deux séries répondant à ces exigences : la série ÉTUDES ET DOCUMENTS et la série RÉFÉRENCES. Ces deux séries s'adressent aux bibliothèques générales et/ou des départements d'histoire des universités, aux enseignants et chercheurs, et dans certains cas, à des milieux professionnels bien spécifiques.

La série ÉTUDES ET DOCUMENTS comprend des monographies, des recueils d'articles, des actes de colloque et des recueils de textes commentés à destination de l'enseignement.

La série RÉFÉRENCES comprend des bibliographies, guides et autres instruments de travail, participant ainsi à la création d'une base de données constituant un « Répertoire permanent des sources et de la bibliographie relatives à la construction européenne ».

Sous la direction de

Éric BUSSIÈRE, Université de Paris-Sorbonne (France),

Michel DUMOULIN, Louvain-la-Neuve (Belgique),

& ANTONIO VARSORI, Università degli Studi di Padova (Italia)

**FERMER LES MINES  
EN CONSTRUISANT L'EUROPE  
UNE HISTOIRE SOCIALE  
DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE**

Nicolas VERSCHUEREN

Euroclio No. 74

Avec le soutien financier de la section histoire et cultures  
de l'Institut d'Études européennes de l'Université libre de Bruxelles.

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'éditeur ou de ses ayants droit, est illicite. Tous droits réservés.

© P.I.E. PETER LANG s.a.  
Éditions scientifiques internationales  
Bruxelles, 2013  
1 avenue Maurice, B-1050 Bruxelles, Belgique  
pie@peterlang.com ; www.peterlang.com

ISSN 0944-2294  
ISBN 978-2-87574-025-0 (paperback)  
ISBN 978-3-0352-6290-2 (eBook)

D/2013/5678/13

Imprimé en Allemagne

« Die Deutsche National bibliothek » répertorie cette publication dans la « Deutsche Nationalbibliografie » ; les données bibliographiques détaillées sont disponibles sur le site <http://dnb.de>.

## Table des matières

<b>Liste des abréviations</b> .....	9
<b>Introduction</b> .....	11
<b>CHAPITRE 1</b>	
<b>L'appropriation syndicale des institutions européennes et la question de l'Europe sociale</b> .....	29
I. Panorama du syndicalisme international d'après-guerre.....	31
II. La difficile appropriation des institutions européennes .....	44
III. Le mirage d'une Europe sociale ? .....	58
<b>CHAPITRE 2</b>	
<b>Loger l'ouvrier pour construire l'Europe sociale</b> .....	67
I. La problématique du logement après 1945. Pénurie et renouveau architectural .....	70
II. De la maison métallique à la maison CECA.....	75
III. Le logement dans la CECA.....	85
IV. Les mécanismes complexes de l'intervention européenne pour le logement ouvrier .....	111
<b>CHAPITRE 3</b>	
<b>Le statut européen du mineur</b> .....	117
I. <i>A Working Class Hero is Something to Build</i> .....	119
II. L'évolution des conditions sociales du mineur dans la CECA.....	141
III. Modifications institutionnelles et le statut européen du mineur .....	149
IV. Une nouvelle bataille du charbon ou l'appel des réservistes ?.....	155

## CHAPITRE 4

<b>Fermer les mines. De la crise sociale à la crise régionale</b> .....	171
I. La mort du Borinage .....	173
II. Les charbonnages du Borinage : l'industrie malade de la CECA .....	183
III. Que deviennent les mineurs licenciés en Belgique ? .....	211

## CHAPITRE 5

<b>La reconversion du Borinage. Les aléas d'une nouvelle dynamique industrielle</b> .....	233
I. L'échec des migrations ouvrières provoquées .....	234
II. La reconversion industrielle et l'Europe .....	240
III. Reconversion et nouvelle donne de la géographie industrielle .....	246
IV. La convergence des intérêts au Borinage .....	260
V. La création des parcs industriels : une transformation de l'espace économique du Borinage.....	268

## CHAPITRE 6

<b>L'identité régionale face à l'échec de la reconversion</b> .....	281
I. <i>Siemens, Farah</i> et Salik : un triptyque révélateur .....	287
II. Les luttes des ouvrières du Borinage dans le contexte social belge .....	298
III. L'occupation en chanson.....	314
IV. Occupation et expression par le théâtre.....	325
V. Des grèves de mineurs aux ouvrières en occupation, retour sur la notion de répertoire d'actions .....	335

<b>Conclusion</b> .....	339
-------------------------	-----

<b>Bibliographie</b> .....	355
----------------------------	-----

## Liste des abréviations

AIR	Autorité internationale de la Ruhr
BEI	Banque européenne d'investissement
CARCoB	Centre des archives communistes de Belgique
CARDoc	Centre archivistique et documentaire
Carhop	Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Ouvrière et Populaire
CECA	Communauté européenne du Charbon et de l'Acier
CEE	Communauté économique européenne
CES	Confédération européenne des syndicats
Ceges	Centre d'études et de documentation Guerre et Sociétés contemporaines
CGT	Confédération générale du Travail
CIB	Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation
CISC	Confédération internationale des syndicats chrétiens
CISL	Confédération internationale des syndicats libres
CIO	Congress of Industrial Organizations
CNC	Conseil national des charbonnages
CSC	Confédération des syndicats chrétiens
DGB	Deutsche Gewerkschaftsbund
Fédéchar	Fédération charbonnière belge
FGTB	Fédération générale du travail de Belgique
FIM	Fédération internationale des mineurs
FNROM	Fonds national de retraite des ouvriers mineurs
FSM	Fédération syndicale mondiale
FO	Force ouvrière
GPTC	Groupe politique des travailleurs chrétiens
IEV	Institut Émile Vandervelde
IDEA	Intercommunale de développement économique et d'aménagement du territoire
IGB	Industriegewerkschaft Bergbau

IISH	International Institute of Social History
IHOES	Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale
JOC	Jeunesse ouvrière chrétienne
LRT	Ligue révolutionnaire des travailleurs
MOC	Mouvement ouvrier chrétien
MSEUE	Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe
PCF	Parti communiste français
PCB	Parti communiste de Belgique
PCMLB	Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique
RFA	République fédérale d'Allemagne
SPI	Secrétariats professionnels internationaux
SAICOM	Sauvegarde des archives industrielles du Couchant de Mons
UDP	Union démocratique et progressiste
UIA	Union internationale des architectes

## Introduction

De Courrière à Marcinelle, les grandes catastrophes minières ont toujours soulevé un vaste mouvement de compassion dépassant largement les limites du bassin charbonnier et les frontières nationales. Pareillement, les fermetures de mines accompagnées de protestations spectaculaires comme en France en 1963 ou en Grande-Bretagne en 1984 ont suscité une sollicitude internationale. Malgré cette histoire commune qui semble lier tous les mineurs et les régions minières d'Europe et en dépit d'une construction européenne tirant ses origines de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et sa légitimité de la gestion du déclin charbonnier, il reste très difficile de nouer des liens entre ces deux processus historiques. De manière générale, l'écriture de l'histoire de l'Europe et celle de l'histoire de la construction européenne représentent toujours deux blocs distincts de l'historiographie. Les ouvrages classiques de l'histoire européenne au 20<sup>e</sup> siècle délaissent la problématique de l'unification européenne<sup>1</sup> pendant que les grands récits de la construction européenne parviennent péniblement à intégrer les aspects sociaux de cette intégration<sup>2</sup>. L'historien britannique Tony Judt répondait à la question de l'absence de l'histoire de la construction européenne dans son ouvrage sur l'histoire de l'Europe après 1945 par le fait que les populations européennes n'avaient pris conscience que tardivement de l'existence des institutions européennes<sup>3</sup>. Il semble donc que l'histoire sociale de la construction européenne ou l'histoire des sociétés européennes au sein de ce processus d'unification soit conditionnée à l'analyse d'une prise de position à l'égard de celui-ci. Les sondages

---

<sup>1</sup> Les grandes synthèses historiques citées ci-dessous n'ont laissé qu'une place dérisoire à l'histoire de la construction européenne. Eric J. Hobsbawm, *L'âge des extrêmes : histoire du court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles, André Versailles, 2008. Tony Judt, *Après-Guerre : une histoire de l'Europe depuis 1945* (traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat), Paris, Armand Colin, 2007. Richard Vinet, *A History in Fragments. Europe in the 20<sup>th</sup> Century*, Londres, Little, Brown and Company, 2000. Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle* (traduit de l'anglais par Rachel Bouyssou), Bruxelles, Complexe, 2005.

<sup>2</sup> Voir par exemple les ouvrages de Desmond Dinan, *Europe Recast, a History of European Union*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2004. Alessandro Giacone et Bino Olivi, *L'Europe difficile. Histoire politique de la construction européenne*, Paris, Gallimard, 2007. Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Complexe, 2008.

<sup>3</sup> *Le Soir*, 26 décembre 2008.

d'opinion, l'utilisation des référendums principalement sur les questions européennes et la longue interprétation de l'histoire de la construction en termes de pour et de contre ont contribué à appréhender cette histoire au travers d'un positionnement. Pourtant, l'histoire sociale de la France ne se limite pas aux résistances régionales ou sociales au processus de construction de l'État-nation français et l'histoire de la Ruhr ne fait pas de la question du soutien populaire au Zollverein la clé de voûte de son histoire sociale. Ce livre propose donc de poser la question sociale au cœur de l'histoire de l'intégration européenne, et inversement, de placer l'Europe au centre de l'histoire sociale du deuxième après-guerre. En effet, la question de l'Europe sociale a une profondeur historique très largement méconnue, des espoirs investis notamment par le mouvement syndical dans cette intervention étatique d'un nouveau type et des programmes sociaux effectivement échafaudés par la CECA dans les années 1950 jusqu'aux déceptions des années 1960 et l'émergence d'un nouveau paysage économique et social en Europe dans les années 1970.

Afin d'éviter tout malentendu, une mise au point axiologique s'impose. Le titre « Fermer les mines en construisant l'Europe » ne constitue pas un aphorisme ou l'expression d'un lien de causalité immédiat entre le processus d'unification européenne et le déclin charbonnier. La fermeture des puits participe à une évolution inéluctable des sociétés industrielles qui s'est déroulée dans l'ensemble des pays industrialisés à des rythmes différents. Entre 1950 et 1995, l'Europe occidentale est ainsi passée de deux millions d'ouvriers mineurs à moins de 150 000 pendant que les régions charbonnières américaines et japonaises connaissaient des problèmes de reconversion similaires à ceux rencontrés en Europe<sup>4</sup>. De 1950 à 1975, l'Europe occidentale a connu un âge d'or où la stabilité des sociétés constituait un phénomène exceptionnel de l'histoire contemporaine<sup>5</sup>. Pourtant, les régions charbonnières semblaient suivre un chemin inverse. Après avoir été le moteur de la reconstruction nationale après 1945 et la base des premières institutions européennes, l'industrie charbonnière était confrontée à un déclin rapide et irréversible à partir de la fin des années 1950.

Les secteurs charbonniers, agricoles et sidérurgiques européens constituaient la fondation économique de la construction européenne alors qu'ils s'avéraient être menacés à plus ou moins court terme. Le processus d'unification européenne démarrait donc sur un paradoxe historique surprenant. La grande réussite communautaire qui allait donner nais-

---

<sup>4</sup> Paul Bairoch, *Victoires et déboires III. Histoire économique et sociale du monde du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Gallimard, 1997, p. 199.

<sup>5</sup> Charles S. Maier, « The Two Postwar Eras and the Conditions for Stability in Twentieth-Century Western Europe » in *The American Historical Review*, vol. 86, n° 2, 1981, pp. 327-352.

sance aux développements ultérieurs puisait ses origines dans les secteurs historiques de la révolution industrielle au moment même où les sociétés européennes entraient dans une nouvelle ère industrielle. Ce paradoxe est désormais bien établi même s'il a mis du temps à être exprimé<sup>6</sup>. Pendant longtemps, écrire que la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) avait participé à la fermeture des mines en Europe pouvait être considéré comme un présupposé normatif. L'intention n'est pas d'incriminer la politique charbonnière européenne ou d'instruire un dossier à charge des acteurs européens susceptibles d'être responsables des fermetures de mines. L'objectif de ce livre est de contribuer à l'écriture d'une histoire sociale de la construction européenne à partir du paradoxe établi ci-dessus.

L'historiographie de la construction européenne a longtemps été dominée par une approche fédéraliste (*federalist narrative*) qui insistait sur la continuité du processus d'intégration entamé depuis l'entre-deux-guerres. Cette interprétation historique remise en cause par Alan Milward a été concurrencée par une interprétation intergouvernementale de l'unification européenne où le rôle joué par les gouvernements était considéré comme prédominant<sup>7</sup>. Mais depuis une vingtaine d'années, la discipline historique s'est enrichie de nombreux travaux sur la diversité et le rôle des acteurs impliqués dans le processus d'intégration (régions, milieux économiques, organisations syndicales)<sup>8</sup>. Au sein de cette historiographie, l'appel à une histoire sociale de la construction européenne s'avère de plus en plus nécessaire pour combler une lacune scientifique et pour répondre à une problématique contemporaine liée à la perception d'un accroissement des résistances à l'intégration européenne<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Mauve Carbonell, « La politique charbonnière de la CECA (1952-2002) » in Xavier Daumalin, Sylvie Daviet et Philippe Mioche (dir.), *Territoires européens du charbon. Des origines aux reconversions*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2006, pp. 149-167.

<sup>7</sup> Sur la création du culte des pères fondateurs, voir : Alan S. Milward, « The lives and teachings of the European saints » in *The European Rescue of the Nation-State*, Routledge, Londres, 2000 (deuxième édition), pp. 318-344. Pour une synthèse de l'évolution historiographique de la construction européenne voir : Desmond Dinan, « The Historiography of European Union » in *idem* (dir.), *Origins and Evolution of the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 2006, pp. 297-324.

<sup>8</sup> Pour un aperçu des différentes approches historiques de la construction européenne voir : Jean-Michel Guieu *et al.* (dir.), *Penser et construire l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Belin, 2007.

<sup>9</sup> Il faut rester prudent sur cette perception d'une population européenne soudainement plus résistante au projet européen. Dans un article récent, Ian Down et Carol Wilson montraient que cette évolution était plus qualitative que quantitative : Ian Down et Carol Wilson, « From "Permissive Consensus" to "Constraining Dissensus" : A Polarizing Union ? » in *Acta Politica*, 2008, n° 43, pp. 26-49. D'autre part, dans un article appelant à réinterpréter les résistances présentes à l'aune des événements

De nombreuses raisons ont été avancées pour expliquer cette soudaine apparition d'un positionnement critique des Européens à l'égard des institutions européennes : la fin d'un consensus permissif, le déficit social et démocratique de ces institutions, le manque de transparence des politiques européennes, etc. L'opacité de cette problématique a ainsi donné lieu à l'émergence de multiples néologismes pour tenter d'identifier ces « nouveaux » comportements politiques et sociaux dénommés euro-indifférence<sup>10</sup>, europhobie<sup>11</sup>, euroréalisme<sup>12</sup>, européenistes critiques<sup>13</sup> et bien entendu euroscepticisme (lui-même divisé en version *soft* et *hard*)<sup>14</sup>. Force est de constater que la perspective historique a été peu développée et ce n'est que récemment que les historiens se sont penchés sur cette question<sup>15</sup>.

Ce préambule sur l'importance des résistances à la construction européenne sert de mise en garde vis-à-vis de l'approche envisagée dans ce livre. L'analyse ne porte pas sur les réactions induites par les ferme-

---

passés, Amandine Crespy et moi suggérons que le processus d'intégration était éminemment conflictuel depuis ses origines. Le recours à la notion de « fin de consensus permissif », utilisée dans son sens premier aux phénomènes d'opinion publique, semble donc inadéquat pour appréhender cette évolution historique. Amandine Crespy et Nicolas Verschuere, « From Euroscepticism to Resistances to European integration : an Interdisciplinary Perspective » in *Perspectives on European Politics and Society*, 2009, vol. 10, n° 3, pp. 377-393.

<sup>10</sup> Florence Delmotte, « Les résistances à l'Europe au prisme de la sociologie historique de Norbert Elias » in Justine Lacroix et Ramona Coman (dir.), *Les résistances à l'Europe. Cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*, Bruxelles, Les Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 17-29.

<sup>11</sup> Olivier Rozenberg, « La faute à Rousseau ? Les conditions d'activation des quatre idéologies critiques de la construction européenne en France » in Justine Lacroix et Ramona Coman (dir.), *Les résistances à l'Europe...*, op. cit., pp. 129-154.

<sup>12</sup> Laure Neumayer, « Euroscepticism as a political label : the use of European Union issues in political competition in the New Member States » in *European Journal of Political Research*, 2007, vol. 47, pp. 135-160.

<sup>13</sup> Donatella Della Porta, « The Anti-Globalisation and the European Union : Critics of Europe » in *Notre Europe, Policy Paper*, n° 22, 2006.

<sup>14</sup> Aleks Szczerbiak et Paul Taggart, « Theorising Party-Based Euroscepticism : Problems of Definition, Measurement and Causality », *Sussex European Institute, Working Paper*, 2003, n° 69.

<sup>15</sup> Voir notamment les recherches entamées par Christophe Le Dréau et Jean-Michel Guieu et le travail collectif qu'ils ont dirigé dans *Anti-européens, eurosceptiques et souverainistes. Une histoire des résistances à l'Europe (1919-1992)*, Cahiers de l'IRICE, n° 4, 2009. Un groupe de chercheurs de la *Maison interuniversitaire des Sciences de l'Homme – Alsace* a également commencé à rassembler les recherches pluridisciplinaires sur cette question autour d'un cycle de conférences organisées en 2009 et 2010 sur le thème anti-européanisme, euroscepticisme et alter-européanisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours. On peut également citer l'Action de recherches concertées lancées à l'ULB en 2006, dans une perspective pluridisciplinaire, visant à étudier les *Résistances à l'intégration européenne*.

tures de mines et d'observer les formes de résistance à la construction européenne qu'elles ont pu produire et d'en tirer une hypothèse susceptible d'être transposée à d'autres conflits sur les questions européennes. La tendance reste forte de connecter une histoire sociale de la construction européenne à une prise de position de certains groupes sociaux à l'égard du processus de construction européenne. Il ne s'agit pas d'affirmer que cette histoire sociale des prises de position à l'égard des processus de construction européenne n'est pas pertinente. Au contraire, elle mériterait d'être réinterprétée à l'aune des résistances qui se seraient accrues depuis le Traité de Maastricht. Une telle démarche permettrait sans doute de relativiser la notion de « fin de consensus de permissif » ou de le situer beaucoup plus tôt et d'y voir l'apparition d'une euro-indifférence qui recèlerait les latences historiques aux résistances actuelles.

Cette mise au point effectuée, il convient d'expliquer plus précisément l'approche envisagée dans cette recherche. L'histoire sociale de la construction européenne reste particulièrement difficile à écrire. L'historien allemand Hartmut Kaelble envisage trois manières différentes de l'appréhender<sup>16</sup>. La première approche consisterait à établir les facteurs sociaux explicatifs de la constitution de la CECA et du Marché commun ou de l'échec de la Communauté européenne de défense. Mais cette histoire reste très hasardeuse dans la mesure où l'influence des facteurs sociaux sur la prise de décision des dirigeants nationaux est floue voire inexistante. La deuxième approche consisterait à analyser les politiques sociales européennes et leurs effets directs et indirects sur les sociétés européennes, et de les inclure dans des transformations socio-économiques plus générales. Mais pour Kaelble, ces politiques n'avaient que peu de résultats directs et n'affectaient que modérément les citoyens européens concernés. En outre, les effets indirects de l'unification européenne seraient trop difficiles à mettre en évidence pour en tirer des conclusions satisfaisantes à ses yeux<sup>17</sup>. En dépit des critiques émises par Kaelble, cette approche semble la plus pertinente à nos yeux pour associer histoire sociale et histoire de la construction européenne. La troisième voie, à laquelle il souscrit, repose davantage sur l'étude de l'évolution des caractéristiques sociales en Europe en élargissant de cette manière la notion d'intégration européenne à l'intégration des sociétés européennes<sup>18</sup>. Le risque est alors d'arriver à une abstraction totale

---

<sup>16</sup> Hartmut Kaelble, « The Social History of European Integration » in Clemens Wurm (dir.), *Western Europe and Germany. The Beginnings of European Integration, 1945-1960*, Oxford, Berg, 1996, pp. 219-220.

<sup>17</sup> *Idem*, p. 221.

<sup>18</sup> On retrouve notamment cette approche dans Hartmut Kaelble, *Sozialgeschichte Europas : 1945 bis zur Gegenwart*, Munich, Beck, 2007 et dans *Idem*, *Vers une*

ouverte à tous les possibles sans parvenir à dresser un tableau des relations entre les différents phénomènes étudiés. Comme le constate Wolfram Kaiser, cette histoire sociale ne fait pas le lien entre le contexte institutionnel et politique de la construction européenne et les mutations sociales en Europe<sup>19</sup>.

L'histoire sociale n'est donc pas uniforme, les voies d'accès sont nombreuses et aucune ne donne une pleine satisfaction au chercheur. De manière générale, cette discipline est tiraillée par des questionnements internes relatifs à son objet, ses méthodes et sa singularité<sup>20</sup>. Depuis les années 1960, la discipline de l'histoire sociale a vu une accumulation des objets d'étude (de la classe ouvrière à l'histoire des genres), des méthodes (macro et micro) et des sources (sources écrites, orales, productions culturelles). Cette accumulation est allée de pair avec un accroissement de la fragmentation de la discipline<sup>21</sup>. Malgré cette profusion, l'histoire sociale de la construction européenne reste largement négligée. L'explication réside en partie dans la difficulté à appréhender cette histoire comme en témoigne le découpage opéré par Kaelble. Le recul historique nécessaire et l'accès aux sources la rendent plus difficile à mettre en œuvre<sup>22</sup>. En outre, les phénomènes de mode agissent pour mettre à l'agenda les problématiques historiques. Or, à partir des années 1970, l'histoire sociale a eu tendance à décliner au profit d'une histoire des mentalités ou d'une histoire culturelle. Dans ce contexte, le thème de la construction européenne ne constituait pas un sujet de prédilection de l'histoire sociale ou de l'histoire culturelle.

Pour le cas d'étude présenté ici, la définition large d'une histoire sociale comprise comme une histoire d'un groupe de personnes aurait pu conduire à une histoire sociale d'une communauté minière entre 1945 et 1980. Le risque était alors de présenter le rôle des institutions européennes comme une abstraction totale, une entité transcendante qui agit sur les êtres sans que le chercheur n'ait la possibilité d'en évaluer

---

*société européenne : une histoire sociale de l'Europe, 1880-1980*, (traduit de l'allemand par Frank Straschitz), Paris, Belin, 1988.

<sup>19</sup> Wolfram Kaiser, « Transnational networks in European governance. The informal politics of integration » in Wolfram Kaiser, Brigitte Leucht et Morten Rasmussen (dir.), *The History of the European Union. Origins of a trans- and supranational polity 1950-72*, New York-Londres, Routledge, 2009, p. 14.

<sup>20</sup> Pour un aperçu des débats relatifs à la conceptualisation de l'histoire sociale, voir le numéro spécial de la revue *Journal of Social History*, 2003, vol. 37, n° 1.

<sup>21</sup> Marcel Van der Linden, « Gaining Ground » in *Journal of Social History*, 2003, vol. 37, n° 1, p. 71.

<sup>22</sup> Dans un article devenu célèbre, Edward Thompson expliquait que l'histoire sociale est systématiquement conçue après le développement de l'historiographie politique et économique. Edward Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century » in *Past and Present*, 1971, n° 50, p. 77.

l'influence. L'ouvrage de Donald Reid sur l'histoire des mineurs de Decazeville constitue à ce titre une véritable approche pertinente d'une recherche alliant histoire d'une communauté minière aux évolutions économiques et politiques sur la longue durée<sup>23</sup>. Mais le lien qu'il établit entre la construction européenne et l'histoire sociale des mineurs reste ténu. D'un autre point de vue, le travail de René Leboutte sur l'histoire économique et sociale de la construction européenne fournit une première tentative de synthèse de la politique sociale des institutions européennes<sup>24</sup>. Malheureusement, il manque à son ouvrage une évaluation plus détaillée des implications de ces politiques sur les sociétés européennes. L'ouvrage classique de Raymond Poidevin et Dirk Spierenburg sur l'histoire de la Haute Autorité offre de nombreuses pistes pour explorer plus en détail les politiques sociales au sein de la CECA et leur lien avec les systèmes nationaux de protection sociale<sup>25</sup>. L'étude de Mario Taccolini sur la Commission des affaires sociales de l'Assemblée commune aurait pu fournir une autre voie d'accès pour analyser le lien entre institutions européennes et évolutions des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière<sup>26</sup>. Mais son travail se focalise sur un examen des rapports élaborés par cette commission sans établir de liens avec les autres institutions et les acteurs impliqués.

Ajoutons les travaux des historiens italiens Andrea Ciampani, Antonio Varsori et Lorenzo Mechi qui ont ouvert des portes pour la recherche en histoire sociale de la construction européenne, notamment en ce qui concerne l'action syndicale dans les années 1960, le rôle du Comité économique et social ainsi que les questions de la formation professionnelle et la liberté de mouvement<sup>27</sup>.

---

<sup>23</sup> Donald Reid, *The Miners of Decazeville. A Genealogy of Deindustrialization*, New York, toExcel, 1999 (Deuxième édition).

<sup>24</sup> René Leboutte, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Bruxelles, PIE Peter Lang, 2008.

<sup>25</sup> Raymond Poidevin et Dirk Spierenburg, *Histoire de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Une expérience supranationale*, Bruxelles, Bruylant, 1993, pp. 438-457.

<sup>26</sup> Mario Taccolini, *La costruzione di Un'Europa del Lavoro, La Commissione per gli affari sociali dalle origini all'applicazione del Trattato di Roma (1953-1960)*, Milan, Franco Angeli, 2006.

<sup>27</sup> Andrea Ciampani et Emilio Gabaglio, *L'Europa sociale e la Confederazione Europea dei Sindacati*, Bologne, Il Mulino, 2010. Antonio Varsori, « le rôle de la formation de l'enseignement professionnel dans la politique sociale européenne et le Cedefop » in *Formation professionnelle*, 1994, n° 32, pp. 70-86. *Idem*, « The Emergence of a Social Europe » in Michel Dumoulin (dir.), *The European Commission, 1958-1972, History and Memories*, Luxembourg, Office for Official Publications of the European Commission, 2007, pp. 427-441. Lorenzo Mechi, « L'action de la Haute Autorité de la CECA dans la construction de maisons ouvrières » in *Revue d'histoire de l'intégration européenne*, 2000, vol. 6, n° 1, pp. 63-88. *Idem*, « Les États membres,

L'objectif de ce livre sera de tenter une histoire sociale qui permettrait d'analyser les politiques sociales européennes dans le cadre de l'évolution de l'industrie charbonnière entre 1945 et 1980 et d'en mesurer les objectifs et les effets à l'aune des transformations sociales induites par cette évolution. Pour caricaturer, il semblait essentiel d'écrire une histoire associant les institutions européennes, les organisations syndicales, les mouvements de grèves, les conditions de vie et de travail et les transformations des structures sociales en Europe. Pour ce faire, l'étude du secteur charbonnier est pertinente à plus d'un titre. Premièrement, les débuts de la construction européenne reposaient sur le succès d'un Marché commun du charbon et de l'acier, appelé à être la première marche vers une intégration à d'autres secteurs selon la perspective fonctionnaliste. Deuxièmement, la crise charbonnière intervenue très tôt après la création de la CECA rend plus aisée l'écriture de cette histoire étant donné l'accès plus limité aux sources pour les années 1970 et 1980. Enfin, l'évolution extrêmement rapide de l'industrie charbonnière qui est passée d'une industrie phare de la reconstruction à une problématique de reconversion régionale offre l'opportunité d'appréhender la question de l'histoire sociale de la construction européenne dans une trame narrative cohérente. Ceci explique les limites temporelles de la recherche situées entre la mise en place de statuts pour l'ouvrier mineur en Europe après la guerre et qui se termine par les conséquences sociales des reconversions. Néanmoins, ce sujet n'est pas un cas atypique, une démarche similaire aurait pu être entreprise pour l'évolution de l'agriculture ou de la sidérurgie.

Le caractère multifocal de la démarche entreprise dans cette recherche nous oblige à présenter la problématique pour chaque chapitre et de la confronter à l'historiographie pour en démontrer la pertinence. L'étude est divisée en deux grandes parties constituées chacune de trois chapitres. La première partie a pour objectif d'examiner les tentatives de politiques sociales européennes entre 1950 et 1965 au travers du constat émis par Alan Milward sur la préservation du consensus social d'après-guerre<sup>28</sup>. Pour Milward, les politiques d'augmentation salariale et de plein emploi ont largement contribué à renforcer la légitimité des États Nations et à relancer l'économie après 1945. En ce sens, le maintien de l'activité charbonnière dans les mines de Wallonie soutenue par la Haute Autorité et l'extrême attention accordée au sort des mineurs licenciés témoignent de la volonté de sauvegarder les principes du *Welfare State*. Au-delà de la poursuite d'une politique du plein emploi, l'interrogation

---

les institutions et les débuts du Fonds Social Européen » in Antonio Varsori (dir.), *Inside the European Community. Actors and Policies in the European Integration, 1957-1972*, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 95-115.

<sup>28</sup> Alan Milward, *The European Rescue...*, *op. cit.*, pp. 113-119.

portera sur les autres domaines sociaux couverts ou non couverts par le Traité de Paris et d'observer de quelles manières la Haute Autorité a interagi avec les acteurs extérieurs (syndicats, producteurs, experts, etc.) afin de poursuivre le consensus social à partir des politiques communautaires.

Dans un deuxième temps, l'analyse de la fermeture des mines tentera d'associer histoire de la construction européenne à une histoire plus large des sociétés européennes en observant les conséquences sociales de la fermeture des mines sur un bassin charbonnier : le Borinage. Les aides accordées aux mineurs et le développement d'une politique communautaire régionale par l'entremise d'une reconversion concourraient au maintien du consensus social et politique<sup>29</sup>. Chaque poste perdu dans l'industrie charbonnière devait être compensé par la création d'activités nouvelles assurant le réemploi. L'objectif sera d'examiner l'émergence de cette revendication pour la reconversion et d'y situer la place prise par les institutions européennes. La question portera sur la manière dont la relance économique régionale s'est déroulée et les transformations sociales qu'elle a engendrées.

Le premier chapitre retrace les débuts de l'Europe syndicale à partir d'un cas jusqu'ici peu étudié : le Comité des 21. À ses débuts, ce groupe de leaders syndicalistes était constitué exclusivement de représentants des travailleurs de la mine et de la sidérurgie de la CECA. Il s'est ensuite élargi aux dirigeants des grands syndicats interprofessionnels mais restait très proche des enjeux européens. L'analyse de ce groupe permet de mettre en relation différents niveaux d'acteurs et d'observer les réseaux internes et externes aux institutions européennes. Il est notamment intéressant d'observer le rôle de certains syndicalistes pour tenter de proposer des politiques sociales européennes ambitieuses telles que le statut européen du mineur.

Les études sur l'histoire syndicale dans le cadre de la construction européenne sont nombreuses et ont connu un succès croissant dans les années 1990. Mais dès les années 1950, cette question avait été abordée par les spécialistes des études européennes dont Ernst Haas dans son célèbre *The Uniting of Europe*<sup>30</sup>. Bien que son étude soit restée célèbre pour son approche néofonctionnaliste de la construction européenne et notamment pour son concept de *positive spillover effect*, son ouvrage offre de précieuses informations sur l'évolution du mouvement syndical à l'intérieur des institutions européennes. À la même époque, le travail de Colin Beever complétait la présentation, quoique de manière plus

---

<sup>29</sup> *Idem*, p. 115.

<sup>30</sup> Ernst Haas, *The Uniting of Europe : Political, Social, and Economic Forces, 1950-1957*, Notre Dame, Indiana, University of Notre Dame Press, 2004.

détaillée, de l'organisation syndicale au sein des institutions européennes<sup>31</sup>. Mais dans les deux cas, ces études fournissent surtout un organigramme et une évolution organisationnelle des syndicats avec peu d'informations sur les acteurs internes aux syndicats.

Au cours des années 1990, l'ouverture des archives du mouvement ouvrier et l'essor des recherches sur les questions européennes ont conduit les chercheurs à multiplier les études sur l'action des syndicats dans la construction européenne. Les travaux de Patrick Pasture, de Corinne Gobin, d'Eleonora Guasconi et d'Andrea Ciampani fournissent une base de travail précieuse à des degrés divers. Ainsi, Patrick Pasture montrait dans son étude du syndicalisme chrétien international l'importance de la construction européenne pour la réhabilitation du mouvement syndical international chrétien après la guerre et la déception ressentie par ces syndicalistes pour l'expérience institutionnelle européenne<sup>32</sup>. Prenant pour point d'appui la mise en place du Secrétariat syndical européen en 1958, Corine Gobin reconstituait la chronologie de l'organisation européenne du mouvement syndical socialiste. Elle entama un travail pionnier en démontrant la complexité interne de ce mouvement et les perspectives parfois très éloignées des leaders syndicalistes. Parmi les principaux points mis en évidence dans sa recherche, Corine Gobin montrait le décalage croissant entre les activités syndicales européennes et les actions syndicales classiques élaborées à l'intérieur des États-nations<sup>33</sup>. D'un point de vue plus historique, Maria Eleonora Guasconi et Andrea Ciampani ont travaillé sur la structuration progressive d'un syndicat européen à l'intérieur de la Confédération internationale des syndicats libres<sup>34</sup>. Ces études mettent en relief le lien entre l'évolution

---

<sup>31</sup> Colin Beaver, *European Unity and the trade unions movements*, Leyden, A.W. Sijthoff, 1960.

<sup>32</sup> Patrick Pasture, *Histoire du syndicalisme chrétien international. La difficile recherche d'une troisième voie* (traduit du néerlandais par Serge Govaert), Paris, L'Harmattan, 1999.

<sup>33</sup> Corine Gobin, « Consultation et concertation sociales à l'échelle de la Communauté économique européenne : étude des positions et stratégies de la Confédération européenne des syndicats, 1958-1991 », Thèse de doctorat non publiée, 5 volumes, Université libre de Bruxelles, 1996. Elle a néanmoins publié un résumé de sa thèse : Corine Gobin, *L'Europe syndicale. Entre désir et réalité. Essai sur le syndicalisme et la construction européenne à l'aube du 20<sup>e</sup> siècle*, Bruxelles, Labor, 1997.

<sup>34</sup> Maria Eleonora Guasconi, « The International Confederation of Free Trade Unions' Policy towards the European Integration Process from 1950 to 1957 » in Éric Bussière et Michel Dumoulin (dir.), *Cercles et milieux économiques au 20<sup>e</sup> siècle : diversités, convergences et solidarités*, Arras, Artois Presse Université, 1998, pp. 359-370. Andrea Ciampani, « Il dilemma dell'«Europa sindacale» tra cooperazione ed integrazione europea : l'Organizzazione regionale europea della «Confederazione internazionale dei sindacati liberi» (1950-1957) » in *idem* (dir.),

des institutions européennes et la réaction organisationnelle des syndicats à cette nouvelle situation. Mais les propositions syndicales, les divisions internes et leur implication dans les institutions européennes ont été jusqu'ici peu examinées.

Au vu du nombre de publications sur le mouvement syndical à l'intérieur de la Communauté, une nouvelle étude sur ce sujet semble superflue. Pourtant de nombreuses questions restent ouvertes. Premièrement, il s'agit de connaître l'histoire et l'évolution du Comité des 21, y compris dans ses aspects logistiques pour observer les difficultés de l'organisation du syndicalisme européen qui ne se limitaient pas à la variété des cultures syndicales. Deuxièmement, l'objectif sera d'observer les connexions entre ce groupe de syndicalistes et la présence de ceux-ci dans les différentes institutions européennes. Cette perspective va dans le sens proposé par Wolfram Kaiser dans son approche réticulaire des acteurs engagés dans les institutions européennes<sup>35</sup>. Il convient en effet de ne pas se limiter à l'étude d'un groupe politique ou d'une organisation syndicale mais de l'insérer dans un réseau de relations sociales. La problématique se focalise ici sur le Comité des 21 mais des prolongements mériteraient d'être entrepris concernant la pensée et la circulation de ces individus entre les organisations syndicales, les mouvements européens (comme le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe) et les partis politiques. Il n'a pas été possible de pousser plus loin les conclusions sur cette question mais des pistes de réflexion seront développées pour mettre en lumière les possibilités offertes par les documents d'archives. En dernier lieu, l'étude du Comité des 21 est pertinente pour observer les initiatives prises par les syndicalistes pour promouvoir des politiques sociales européennes et le fonctionnement de la transmission de ces propositions du Comité des 21 au Comité consultatif et l'Assemblée commune.

Le chapitre deux réexamine ce qui est considéré comme un des aspects les plus « positifs » de l'action sociale de la Communauté, à savoir la construction de maisons pour les ouvriers. René Leboutte et Lorenzo Mechi avaient notamment mis en avant le rôle de la Haute Autorité et son action proactive pour la construction de maisons ouvrières<sup>36</sup>. Les membres de cette institution ont fait preuve d'une grande inventivité pour dépasser la lettre du Traité afin d'offrir une véritable politique sociale européenne et d'apporter l'image d'une construction européenne

---

*L'altra via per l'Europa. Forze sociali e organizzazione degli nell'integrazione europea (1947-1957)*, Milan, FrancoAngeli, 1995, pp. 200-229.

<sup>35</sup> Wolfram Kaiser, *Christian Democracy and the Origins of European Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

<sup>36</sup> Lorenzo Mechi, « L'action de la Haute Autorité... », *op. cit.*, René Leboutte, *Histoire économique et sociale...*, *op. cit.*, p. 646.

qui s'inscrit dans les faits. L'objectif de ce chapitre est d'aller au-delà d'un décompte du nombre de maisons construites et de mettre en évidence les conceptions architecturales et urbanistiques à l'intérieur des institutions européennes. On pourra ainsi noter l'apparition de contradictions et de tiraillements entre une vision traditionnelle de l'habitat ouvrier et les théories modernistes en vogue après 1945. Ce chapitre montre le fonctionnement des relations entre les services de la Haute Autorité et des organisations internationales telles que le Comité international du bâtiment ou l'Organisation européenne de coopération économique. Il sera ainsi possible d'observer le rôle de la Haute Autorité dans la construction de maisons ouvrières, non plus d'un point de vue de son soutien financier mais d'un point de vue institutionnel et culturel.

Le chapitre trois prend en quelque sorte le contrepied du chapitre précédent. Il ne s'agit plus d'étudier ce qu'il convient d'appeler les politiques sociales européennes réussies mais d'analyser l'échec des tentatives pour instaurer ce type de politique. Le cas du statut européen du mineur est à ce titre révélateur des débats et initiatives prises par les acteurs présents dans les institutions européennes pour faire progresser une certaine idée de l'Europe sociale. À notre connaissance, ce projet d'harmonisation sociale européenne n'a fait l'objet d'aucune étude détaillée jusqu'à ce jour<sup>37</sup>.

Pour ce faire, un retour en arrière sur la naissance des différents statuts des ouvriers mineurs en Europe après la guerre sera nécessaire. En dehors de l'unification européenne, on voit apparaître une figure largement partagée du mineur et une convergence progressive pour l'obtention d'un statut privilégié au sein de la classe ouvrière. La perspective envisagée dans ce chapitre ne se limite pas à la question du statut européen du mineur mais l'intègre dans le débat plus général de la problématique des carences sociales des institutions européennes. Ce constat avait déjà été établi par René Leboutte et Philippe Mioche<sup>38</sup> mais

---

<sup>37</sup> René Leboutte le mentionne dans son ouvrage *Histoire économique et sociale...* Tanja Anette Glootz l'évoque dans une perspective accessoire dans son livre sur l'histoire de la question des retraites en Europe au 20<sup>e</sup> siècle : Tanja Anette Glootz, *Alterssicherung im europäischen Wohlfahrtsstaat. Etappen ihrer Entwicklung im 20. Jahrhundert*, Francfort, Campus Verlag, 2005, pp. 137-147. Enfin Doreen Collins en trace un historique intéressant en le situant dans le contexte plus large du débat sur les politiques sociales européennes. Doreen Collins, *The European Community. The social policy of the first phase. vol. 1 The European Coal and Steel Community 1951-1970*, Londres, Martin Robertson, 1975.

<sup>38</sup> Philippe Mioche, « Bilan économique et social de la CECA : un passé qui a préparé l'avenir » in Marie-Thérèse Bitsch (dir.), *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes, une postérité pour le Plan Schuman ?*, Bruxelles, Bruylant, 2001, pp. 63-79. René Leboutte, *Histoire économique et sociale...*, *op. cit.*, pp. 649-652.

l'objectif est d'entrer véritablement dans les débats internes aux institutions européennes. L'histoire de la notion d'Europe sociale mériterait à elle seule une recherche spécifique dans une approche culturelle et discursive<sup>39</sup>. On peut néanmoins constater que le sujet après avoir connu un succès éphémère dans les années 1950-1960 a repris une grande vigueur lors de la publication du Livre blanc de Jacques Delors en 1985 et de l'écllosion du débat sur l'Europe sociale en tant que pendant à l'Europe économique et monétaire. Encore actuellement, la notion de politique sociale européenne demeure équivoque et son champ fluctue en fonction des circonstances si bien qu'on parle tour à tour d'espace social européen, de dialogue social ou de modèle social européen. Loin d'être une innovation des années 1980, le thème de l'Europe sociale, et ses définitions multiples, était déjà bien présent au cours de la première décennie de la construction européenne. L'étude du projet de statut européen du mineur constitue une voie d'accès pour l'observation du débat sur l'Europe sociale à l'aube des années 1960. Son échec et la disparition d'une génération de syndicalistes contribuent à comprendre un désengagement des représentants syndicaux vis-à-vis de l'enjeu européen.

La deuxième partie couvre la période de 1959 à 1980 qui est marquée par le déclin charbonnier en Europe, et plus particulièrement en Belgique. L'étude portera sur le cas du bassin minier du Borinage qui s'avère particulièrement adéquat pour l'approche développée dans cette recherche. La fermeture des mines du Borinage représentait une des principales préoccupations aux yeux de la Haute Autorité et du gouvernement belge. Les conséquences sociales des fermetures seraient très lourdes alors que les images de la crise des années 1930 étaient toujours bien présentes dans les esprits. En février 1959, la décision de restructurer les mines du Borinage allait donner naissance à une vague de protestations où la responsabilité de la Haute Autorité était largement engagée. Jusqu'à présent, ce mouvement social a été peu étudié en raison, sans doute, de la prééminence des événements au Congo et de l'ampleur de la grève de l'hiver 1960-1961. Pourtant, la presse européenne de l'époque voyait dans la crise du Borinage la première crise sociale majeure de la construction européenne à laquelle la Haute Autorité se devait de répondre. Ce bassin charbonnier constitue également un excellent cas d'étude pour l'analyse des politiques de reconversion dans le cadre de la CECA. Le Borinage était en quelque sorte devenu la principale zone test, l'installation des premières industries chargées de reconvertir la région s'accompagnait d'un protocole où figuraient les hommes poli-

---

<sup>39</sup> On peut notamment citer le récent ouvrage de Jean-Claude Barbier, *La longue marche vers l'Europe sociale*, Paris, Presses universitaires de France, 2008. Néanmoins, son analyse reste très contemporaine et manque d'une profondeur historique.

tiques locaux, le ministre des Affaires économiques et les représentants de la Haute Autorité. En s'éloignant du processus d'intégration européen pour se rapprocher des conséquences de la fermeture des mines, cette recherche tente de relier les deux processus et d'apporter une interprétation inédite de l'histoire des reconversions à partir de ce cas singulier et significatif qu'est le Borinage.

Le chapitre quatre s'inscrit encore dans le prolongement des chapitres précédents en analysant la politique sociale européenne au travers des mesures d'aides à la réadaptation aux ouvriers mineurs licenciés dans le cadre de la CECA. Au-delà d'une analyse du fonctionnement de ces aides, l'objectif sera d'observer les réactions qu'elles ont suscitées et les critiques qu'elles ont engendrées au sein des communautés affectées par la crise sociale. Il s'agira d'observer ce que sont devenus les mineurs licenciés au travers de nouvelles sources et de ne pas rester sur l'image d'un succès lié à la fourniture d'aides et de subventions.

Le chapitre cinq est connecté au chapitre précédent par l'émergence dans l'espace politique de la problématique régionale et de la nécessité de reconverter les régions anciennement industrialisées. Ce n'était pas tant l'avenir des mineurs licenciés qui était en question que le devenir d'une région charbonnière du point de vue régional et européen. Le cas de la reconversion du Borinage doit être analysé comme un cas d'étude parmi d'autres mais avec la particularité de s'être déroulé en même temps que la problématique du charbon dans la CECA. La thématique de l'histoire des reconversions industrielles connaît un intérêt soutenu auprès des historiens. Bien que la question ait depuis longtemps été abordée en Angleterre et en Europe continentale par les géographes<sup>40</sup>, les historiens ne se penchent que depuis peu sur ce phénomène économique, social et culturel. Deux publications issues de colloques internationaux ont mis en lumière la richesse des approches possibles de la reconversion<sup>41</sup>. Étant donné la perspective envisagée dans cette re-

---

<sup>40</sup> Parmi les géographes précurseurs de cette question en Belgique voir Paul Mingret, *La croissance industrielle du port d'Anvers*, Bruxelles, Société royale belge de géographie, 1976. En Angleterre, Ray Hudson fut un des premiers chercheurs à étudier la question des reconversions en regard des variables économiques et sociales que ces transformations industrielles impliquent. Voir notamment, Ray Hudson, « Institutional change, cultural transformation and economic regeneration : myths and realities from Europe's old industrial areas » in Ash Amin et Nigel Thrift (dir.), *Globalization, institution, and regional development in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 1994, pp. 196-216.

<sup>41</sup> Xavier Daumalin, Sylvie Daviet et Philippe Mioche (dir.), *Territoires européens du charbon des origines aux reconversions*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2006. Jean-François Eck, Peter Friedemann et Karl Lauschke (dir.), *La reconversion des bassins charbonniers. Une comparaison interrégionale entre la Ruhr et le Nord/Pas-de-Calais*, *Revue du Nord, Hors série*, n° 21, 2006.

cherche, la question de la reconversion se limite à l'étude des politiques de redéveloppement économique dans le cadre de la construction européenne. Cet angle de vue met en lumière les mécanismes constitués à l'époque, les relations entre autorités locales et européennes et les tentatives pour faire du Borinage un nouveau pôle industriel. Quels problèmes cette reconversion a-t-elle posés ? Reconvertir ne signifiait pas transformer l'ouvrier mineur en un assembleur de postes téléphoniques mais de modifier l'aménagement du territoire, de créer de nouvelles dynamiques voire une transformation identitaire. Les entreprises appelées à reconvertir la région se sont implantées dans de nouvelles zones de développements impliquant des modifications du paysage urbain et une transformation des anciens centres charbonniers délaissés au profit des vastes espaces situés plus au nord du Borinage. Ce chapitre repose donc sur une double approche : d'une part, le développement de politiques de reconversion comprenant des initiatives locales et européennes et, d'autre part, l'arrivée de nouvelles unités de production déstabilisatrices pour une région constituée autour de l'histoire du charbon. La question de l'aménagement du territoire sera bien entendue évoquée mais nous n'entrerons pas dans les détails de cette problématique pour nous focaliser sur les tentatives de relance économique régionale et la création de nouvelles industries. Comme on le verra, la reconversion du Borinage reposait essentiellement sur un idéal de la production industrielle. La patrimonialisation industrielle ne s'est développée que bien plus tard et l'idée de faire des bassins charbonniers des pôles touristiques nouveaux n'était pas encore envisagée. À l'époque, il ne faisait aucun doute que la régénérescence du Borinage passait par un redéploiement industriel.

Le dernier chapitre s'éloigne plus nettement de la problématique européenne pour observer les transformations sociales induites par la reconversion dans le Borinage. La classe ouvrière s'est modifiée, les mineurs ont disparu et leurs fils et filles sont devenus une autre classe ouvrière employée en partie dans les usines nées de la reconversion. De nombreuses usines vont fermer au lendemain de la crise des années 1970. Au final, cette crise s'est avérée beaucoup plus préjudiciable pour la région que la crise charbonnière de 1959. Pour les observateurs, le Borinage mourrait pour la deuxième fois. Les mouvements de protestation qui ont accompagné ces fermetures révélaient les transformations de la classe ouvrière boraine. La reconversion devenait un thème de la contestation pendant que les nouvelles formes d'expression de la lutte incarnaient la mutation de cette classe ouvrière composée de baby-boomers, d'enfants d'immigrés ayant travaillé dans les mines et surtout de jeunes femmes. Les occupations d'usine, les tentatives d'autogestion, l'utilisation de chants de lutte et de pièces de théâtre ont donné à ces mouvements de protestation une teinte particulière qui a marqué

l'histoire sociale et culturelle de la Wallonie. Dans ce chapitre, la question des politiques sociales européennes s'évapore au profit d'une continuité dans la problématique des fermetures des mines et de leurs conséquences. En effet, plusieurs entreprises implantées dans la région dans le cadre des politiques de reconversion ont fermé leurs portes peu de temps après leur installation. L'étude des mouvements de protestation dans trois de ces entreprises démontre l'importance des transformations sociales évoquées ci-dessus et leurs liens avec la reconversion industrielle du Borinage. Ces conflits transcendaient les clivages politiques classiques de la Belgique et ont donné naissance à de nouveaux répertoires d'actions basés sur des expressions culturelles de la contestation (pièces de théâtre, poèmes et chansons).

Ce chapitre montre la nécessité de ne pas limiter l'analyse de l'histoire sociale de la construction européenne aux seuls effets directs des politiques sociales européennes mais d'associer cette histoire à une évolution des sociétés européennes indéniablement liée à l'instauration du Marché commun et des politiques de reconversion. En quelque sorte, ces mouvements de protestation achèvent un cycle dans l'histoire industrielle du Borinage. À partir des années 1990, l'installation de grandes surfaces commerciales, la patrimonialisation des sites charbonniers et le développement d'un tourisme alternatif constitue une étape nouvelle dans l'histoire de cette reconversion à laquelle les institutions européennes ont pleinement pris part.

Les conflits survenus dans les années 1970 ont donné naissance à une abondante littérature notamment auprès des sociologues qui se sont longuement penchés sur ces mouvements sociaux apparus au lendemain de 1968<sup>42</sup>. Depuis quelques années, les historiens voient dans les années de l'après-prospérité un champ de recherche fécond pour les problématiques sociales et culturelles<sup>43</sup>. Afin de parvenir à une analyse de ces mouvements de protestations à l'aune des transformations sociales de la région du Borinage, nous avons repris la notion de répertoire de l'action collective élaborée par Charles Tilly<sup>44</sup>. À partir d'une étude socio-historique, Charles Tilly montrait que la société française avait connu au

---

<sup>42</sup> Voir notamment les différentes contributions dans Colin Crouch et Alessandro Pizzorno (dir.), *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, Londres, MacMillan, 1978.

<sup>43</sup> Hartmut Kaelble, « Vers une histoire sociale et culturelle de l'Europe pendant les années de l'après-prospérité » in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2004, n° 84, pp. 169-179. Voir également l'ouvrage collectif dirigé par Konrad Jarausch (dir.), *Das Ende Der Zuversicht ? : Die siebziger Jahre als Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2008.

<sup>44</sup> Charles Tilly, *La France conteste de 1600 à nos jours* (traduit de l'américain par Éric Diacon), Paris, Fayard, 1986.

cours du 19<sup>e</sup> siècle une transformation des formes de la protestation qui sont passées du niveau paroissial au niveau national. En outre, il montrait que la population utilisait un répertoire relativement codifié (manifestation, grève, etc.) sur lequel venaient se greffer de légères variations en fonction des intérêts mobilisés. Cette notion a connu de nombreux développements et nous y reviendrons plus longuement dans le chapitre six. Le recours à cette notion pour cette recherche n'est pas de constater ou non l'apparition d'un nouveau répertoire de l'action collective. L'objectif ici est d'identifier les formes de l'action utilisées lors des conflits dans le Borinage de la fin des années 1970 pour mettre en évidence les transformations sociales de cette région. Les occupations d'usines et les expressions culturelles de la contestation sont les reflets de ces transformations où s'entremêlent l'héritage de l'esprit combatif des mineurs, les cultures italiennes et boraines ainsi que l'apparition de nouveaux militants externes aux organisations syndicales et au mouvement ouvrier.

Chaque chapitre renferme une problématique distincte offrant une vision kaléidoscopique de cette histoire sociale de la construction européenne. Comme mentionné précédemment, la méthode employée pour étudier l'évolution du problème charbonnier dans le cadre de la CECA ne se pose pas comme modèle. Sur bien des points, cette histoire demeure très institutionnelle et les incidences sur la population des bassins charbonniers sont parfois floues. En découpant l'histoire sociale de la construction européenne selon six problématiques distinctes, nous avons voulu montrer la pertinence de cette histoire et des questions qu'elle soulève. Chaque problématique requiert la prise en considération d'une nouvelle littérature, de sources différentes et d'un questionnement qui lui est propre. Cette méthodologie nous a semblé la plus à même pour appréhender une histoire sociale de la construction européenne dans le cadre des transformations de l'industrie charbonnière entre 1945 et 1980.



## CHAPITRE 1

# L'appropriation syndicale des institutions européennes et la question de l'Europe sociale

Débuter une histoire sociale de la construction européenne par l'analyse de la structuration des organisations syndicales au sein des institutions européennes relève d'une approche traditionnelle de la discipline. Pendant longtemps, histoire sociale et histoire du mouvement ouvrier sont allées de pair<sup>1</sup>. La spécificité internationale ou européenne du syndicalisme communautaire le déconnecte très largement de la base contribuant davantage à l'étudier sous l'angle d'un groupe de personnalités impliquées dans un processus institutionnel que dans la formation d'une organisation à partir d'une assise militante. Les questions européennes étaient principalement débattues dans les sphères dirigeantes des organisations syndicales<sup>2</sup>. Cette particularité du syndicalisme international incite donc à réfléchir en termes de réseaux d'acteurs<sup>3</sup>. Dans son étude sur la démocratie chrétienne et les origines de la construction européenne, Wolfram Kaiser s'efforce d'observer les mouvements impliqués dans les projets européens d'après-guerre dans une configuration réticulaire<sup>4</sup>. En suivant cette méthodologie, il rejette les interprétations qui accordent une importance fondamentale au choix rationnel et aux positions envers l'Europe qui dériveraient d'intérêts spécifiquement nationaux. Pour Kaiser, il est essentiel de prendre en considération le contenu politique du projet européen défendu par ces réseaux politiques. Il montre que la démocratie chrétienne a joué un rôle fondamental dans le développement premier de la construction européenne. Sans entrer dans le détail des interprétations divergentes de l'histoire de l'intégration européenne, l'analyse de Kaiser permet d'appréhender le projet européen dans une approche transnationale des composantes économiques et politiques. L'objectif n'est pas de transposer l'ensemble de sa démon-

---

<sup>1</sup> Eric Hobsbawm, « From Social History to the History of Society » in *Daedalus*, 1971, vol. 100, n° 1, p. 21.

<sup>2</sup> Sylvain Schirmann, « Les syndicats ouvriers français et les institutions européennes. De la CECA aux Traités de Rome : quelques approches » in Marie-Thérèse Bitsch (dir.), *Le couple France-Allemagne et les institutions européennes*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 282.

<sup>3</sup> Wolfram Kaiser, « Transnational network... », *op. cit.*

<sup>4</sup> Wolfram Kaiser, *Christian Democracy...*, *op. cit.*

tration à l'étude des relations intersyndicales mine-métallurgie. Néanmoins, l'examen de cette problématique en regard des éléments soulignés par Kaiser ouvre plusieurs perspectives pertinentes en termes d'analyse des réseaux d'acteurs et de leurs prises de position à l'égard du processus de l'intégration européenne.

Par l'entremise de cette méthode, l'examen de la structuration du syndicalisme européen permet d'allier l'observation de la motivation des acteurs au contexte historique qui lui a donné naissance. Ainsi, les premières ébauches d'un syndicat interprofessionnel mineur-métallurgie doivent beaucoup à la présence des leaders syndicalistes de la métallurgie belge à savoir Paul Finet, André Renard et Arthur Gailly<sup>5</sup>. Malgré leurs divergences personnelles, ceux-ci ont constitué un groupe moteur des initiatives organisationnelles à l'intérieur du mouvement syndical européen et des institutions européennes. En outre, la prise en considération de l'action des représentants des travailleurs nécessite d'étendre le champ d'investigation à leur présence au sein d'institutions telles que l'Assemblée commune.

La première partie de ce chapitre examinera la manière dont le mouvement syndical s'est structuré face à la mise en place des institutions communautaires. L'expérience de l'Autorité internationale de la Ruhr et la difficulté de constituer un groupe homogène de syndicalistes partageant une vision commune des activités de la construction européenne constitueront le socle de départ pour comprendre les stratégies syndicales à l'intérieur de la CEECA. Dans un deuxième temps, le questionnement portera sur les difficultés syndicales pour s'approprier l'Europe à partir de deux exemples illustratifs : l'action d'André Renard pour le développement d'une concertation sociale européenne, d'une part, et les méprises syndicales sur le rôle et la nature des institutions de la CEECA, d'autre part. En conclusion, nous essayerons de comprendre à l'aune des éléments exposés dans cette recherche l'évolution du positionnement des organisations syndicales vis-à-vis de l'intégration européenne ainsi que l'émergence de la notion d'Europe sociale.

---

<sup>5</sup> Paul Finet (1897-1965) était un syndicaliste issu de la Centrale des métallurgistes de Belgique, il a été membre de la Haute Autorité dont il a pris la présidence en 1958-1959. André Renard (1911-1961) syndicaliste de la Centrale des métallurgistes de Belgique originaire de Liège, il s'était engagé pour obtenir de véritables réformes institutionnelles politiques et économiques en Belgique. Arthur Gailly (1892-1974) est également un syndicaliste de la Centrale des métallurgistes de Belgique en provenance du bassin de Charleroi, il a mené de front lutte syndicale au sein de la FGTB et action politique au sein du Parti socialiste belge.

## **I. Panorama du syndicalisme international d'après-guerre**

Le paysage syndical au lendemain de la Seconde Guerre mondiale offre une grande complexité et plus spécialement au niveau du syndicalisme international. Son organisation s'établissait sur deux structures distinctes : une base interprofessionnelle (Confédération internationale des syndicats libres à partir de 1949, Fédération syndicale mondiale et Confédération internationale des syndicats chrétiens) et une base professionnelle ou sectorielle telle que la Fédération internationale des mineurs (FIM) ou la Fédération des organisations des travailleurs de la métallurgie (FIOM) toutes les deux composées de syndicats socialistes ou sociaux-démocrates. La cohérence de ces structures n'était pas toujours très claire. Ainsi, la FGTB (liée à la CISL), la CGIL (liée à la FSM) et la CFTD française (liée à la CISC) partageaient de nombreuses positions communes en dépit de leur appartenance à des organisations internationales différentes<sup>6</sup>. De plus, comme le notait Jean Meynaud dès 1962, les liens étaient plus étroits dans les organisations sectorielles que dans les confédérations interprofessionnelles et les divisions apparaissaient davantage à l'intérieur de ces confédérations qu'entre celles-ci<sup>7</sup>.

Au niveau européen, le brouillard s'épaissit encore avec l'apparition de structures créées dans le cadre de l'intégration européenne. La CISL et la CISC avaient toutes les deux établies une organisation européenne en leur sein pendant que les syndicats de la mine et de la métallurgie avaient formé leur propre intersyndicale pour répondre à la mise sur pied de la CECA. La jeune CISL comptait trois organisations régionales parmi lesquelles figurait l'Organisation régionale européenne (ORE-CISL)<sup>8</sup>. Les moyens d'action de ces organisations régionales étaient très limités et les réunions peu fréquentes. En outre, elles devaient faire face à des divisions internes entre les Britanniques et Scandinaves, d'une part, et les syndicalistes dont le pays était membre de la CECA, d'autre part. Cette division était exacerbée par la présence du *Trade Union Congress* en tant que plus grand contributeur à l'ORE-CISL et disposant du plus grand nombre d'affiliés. Comme l'a très bien mis en évidence Colin Beaver, ces divergences entre les syndicats britanniques et scandinaves et les syndicats des six pays membres de la CECA constituaient la raison principale du faible rôle joué par cette organisation dans la

---

<sup>6</sup> Jean Auger, *Syndicalisme des autres syndicats d'Europe : les internationales syndicales*, Paris, Éditions ouvrières, 1980, p. 188.

<sup>7</sup> Jean Meynaud, *L'action syndicale et la Communauté économique européenne*, Lausanne, École de HEC, Université de Lausanne, 1962, p. 14.

<sup>8</sup> Sur la création de l'ORE et d'un comité du Plan Schuman au sein de la CISL voir le travail d'Andrea Ciampani, « Il dilemma dell'Europa... », *op. cit.*

construction européenne<sup>9</sup>. Pour Andrea Ciampani, la présence des syndicats extérieurs à la Communauté et la diversité des « traditions » syndicales ont constitué des freins à la mise en œuvre de positions européennes communes. Plus encore, il constate que la relance européenne de Messine a renforcé la défense des intérêts nationaux dans la dynamique interne à l'ORE-CISL<sup>10</sup>. Cette organisation régionale n'a donc pas joué un rôle fondamental dans les premières années de la construction européenne, en se limitant à l'envoi de représentants aux conférences européennes et en coopérant avec le Comité des 21<sup>11</sup>.

Le mouvement syndical international s'était également structuré sur des bases professionnelles à l'image des Secrétariats professionnels internationaux (SPI) pour les organisations socialistes (on dénombrait dix-neuf SPI liés à la CISL en 1958). Dans ce contexte, la Fédération internationale de mineurs et la Fédération des organisations des travailleurs de la métallurgie figuraient parmi les organisations sectorielles les plus importantes après 1945. La question de l'indépendance des SPI avait été longuement débattue au sein de la Fédération syndicale mondiale avant la scission de 1949. Avec la fondation de la CISL, les Secrétariats pouvaient bénéficier d'une plus grande autonomie (indépendance financière, statuts variés, etc.). Mais la guerre et le régime nazi avaient profondément déstabilisé la plupart des SPI dans lesquels les syndicats allemands avaient joué un grand rôle avant 1933<sup>12</sup>. Malgré le poids très important des syndicats européens, aucune structure proprement européenne n'avait été créée au sein des organisations sectorielles. Les premières réunions de la Fédération internationale des mineurs après la guerre rassemblaient des membres peu concernés par les questions de l'unification européenne<sup>13</sup>. Ainsi, elle était largement dominée par les délégués britanniques et par une représentation très importante des mineurs de Belgique bien que le syndicat allemand ait pu accroître sa présence au fil des ans. Dans un premier temps, les réticences à l'égard de l'Allemagne étaient encore très importantes parmi les dirigeants syndicalistes et plus encore parmi les ouvriers. Lorsqu'il a été de question de l'incorporation dans la FIM du nouveau syndicat minier alle-

---

<sup>9</sup> Colin Beever, *European Unity...*, *op. cit.*, pp. 54-56. Beever précise que la décision de ne confier à l'ORE plus qu'un rôle mineur dans la coordination syndicale est intervenue entre les six syndicats des pays membre de la CECA lors d'une réunion à Dusseldorf les 16 et 17 janvier 1958.

<sup>10</sup> Andrea Ciampani, « Il dilemma dell'Europa... », *op. cit.*, p. 222.

<sup>11</sup> Maria Eleonora Guasconi, « The International Confederation of Free Trade Unions... », *op. cit.*, p. 364.

<sup>12</sup> Colin Beever, *European Unity...*, *op. cit.*, p. 56.

<sup>13</sup> La réunion de la FIM en septembre 1947 comprenait la Belgique, la Grande-Bretagne, les Indes, la Suède, la Norvège, la Tchécoslovaquie, les Pays-Bas et le Luxembourg.

mand, l'*Industrieverband Bergbau*, plusieurs groupes de mineurs ont présenté leur opposition. La centrale des mineurs de Belgique a voulu se montrer rassurante :

Nous leur avons dit [aux délégués allemands] sans détour, voire même avec une certaine dureté, qu'une action commune et loyale était conditionnée, en particulier, par une position claire et effective et tendant à extirper de la mentalité allemande, l'esprit nationaliste et militariste<sup>14</sup>.

Cette réponse de la centrale des mineurs de la FGTB illustre la permanence d'un ressentiment à l'égard de leurs homologues allemands ou à tout le moins une volonté d'exposer à leurs militants l'existence d'une certaine distance. La relation difficile avec les représentants syndicaux allemands et les débats permanents entre 1945 et 1950 sur l'avenir de la Ruhr ont ainsi formé le socle d'une première ébauche d'intersyndicale mineur-métallurgie qui allait préfigurer les réseaux syndicaux à l'intérieur de la Communauté.

### ***A. L'intersyndicale de la Ruhr : un préalable à l'organisation syndicale européenne***

La création de l'Autorité internationale de la Ruhr n'avait pas laissé indifférentes les organisations syndicales européennes qui souhaitaient obtenir des moyens d'action en son sein. À l'image des nombreuses modifications d'approches de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis sur l'avenir des industries allemandes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale<sup>15</sup>, les organisations syndicales socialistes cherchaient également à définir une position commune. L'objectif prioritaire était de participer à la gestion et au contrôle des industries de la Ruhr afin d'éviter la reconstitution des cartels de l'entre-deux-guerres. En janvier 1949, une première réunion s'était tenue entre les leaders syndicaux socialistes de la mine et de la métallurgie de Belgique, de France et du Luxembourg en compagnie d'Irving Brown, le représentant en Europe de l'*American Federation of Labour* (AFL) afin de discuter du problème de la Ruhr. Les syndicalistes des trois pays européens souhaitaient prendre contact avec leurs homologues allemands pour connaître leur perception de la situation en Allemagne et la perspective de l'évolution de l'économie allemande dans l'espace européen. La première conférence s'était déroulée à Düsseldorf en février 1949 afin de faire pression pour obtenir une participation syndicale à la gestion

---

<sup>14</sup> *L'Ouvrier mineur*, décembre 1948.

<sup>15</sup> Pour une analyse de l'évolution des projets américains, anglais et français au sujet de la Ruhr voir : John Gillingham, *Coal, Steel, and the Rebirth of Europe, 1945-1955. The Germans and French from Ruhr Conflict to Economic Community*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, pp. 97-177.

internationale des industries de la Ruhr malgré le refus des forces alliées<sup>16</sup>. Au cours de ces débats, les syndicalistes allemands avaient exprimé un sentiment de culpabilité à l'égard du passé récent et reconnaissaient que la question de la Ruhr constituait bien une problématique internationale. En ce sens, la Ruhr devait contribuer aux réparations en jouant un rôle moteur dans l'économie européenne. Le discours syndical se plaçait dans la quête de la paix européenne en rappelant l'importance de la représentation syndicale dans les industries de la Ruhr.

À la suite de cette première conférence, des démarches ont été entreprises envers les gouvernements alliés mais sans obtenir plus de résultats. Les représentants syndicaux estimaient qu'une marque de dédain était clairement affichée à l'égard des tentatives de représentation ouvrière au sein de l'AIR. Dès lors, un Comité intersyndical permanent fut constitué de douze leaders syndicaux socialistes issus de la mine et de la métallurgie parmi ceux-ci figuraient Nicolas Dethier du syndicat des mineurs de la FGTB, Antoine Krier de la LVA luxembourgeoise et Noël Sinot de la CGT-FO qui seront présents ultérieurement dans les organisations syndicales européennes<sup>17</sup>. Il était alors question d'internationaliser le contrôle des industries de la Ruhr mais les représentants allemands avaient souhaité qu'on insiste sur le caractère momentané de cette internationalisation pour s'étendre à l'ensemble des industries clés en Europe. Des tensions étaient en effet apparues au cours de l'année 1949. Les représentants allemands se montraient de plus en plus rétifs à l'ingérence des syndicats étrangers qui marquaient leur inquiétude face à la croissance de la production industrielle de la Ruhr depuis 1949 et à la menace de dumping au vu du niveau des salaires allemands<sup>18</sup>. L'absence des syndicalistes allemands lors d'une conférence de l'intersyndicale en septembre 1949 avait été très mal perçue par les autres représentants qui redoutaient le retour de « l'esprit allemand ». Lors de cette conférence, Arthur Gailly déclarait : « si cela ne marche pas, nous travaillerons sans eux, et, s'il le faut, contre eux »<sup>19</sup>. La référence aux deux guerres mondiales était omniprésente dans les interventions des leaders syndicaux qui considéraient que l'Allemagne resterait un danger aussi longtemps que ses industries ne se trouvaient pas entre les mains de la collectivité.

---

<sup>16</sup> IISH, Archives de l'intersyndicale des mineurs et métallurgistes de la CISL, farde 2, dossier A, Conférence intersyndicale sur les problèmes de la Ruhr, 14-15 mars 1949.

<sup>17</sup> On comptait six représentants de la mine et six de la métallurgie (deux Belges, deux Français, deux Luxembourgeois, deux Allemands, deux Néerlandais et deux Anglais) auxquels s'ajoutaient deux représentants de l'AFL et du CIO.

<sup>18</sup> Pierre Tilly, *André Renard*, Bruxelles, Le Cri, p. 420.

<sup>19</sup> IISH, Archives de l'intersyndicale des mineurs et métallurgistes de la CISL, farde 2, dossier A, Rapport de la réunion du Comité intersyndical de la Ruhr, 15 et 16 septembre 1949 à Bruxelles.

Ce durcissement de ton se marquait par ailleurs dans la résolution finale de la conférence qui réclamait la démilitarisation et la dénazification de la Ruhr.

Cependant, les tensions se sont rapidement atténuées à la suite d'échanges et de rencontres entre syndicats étrangers et allemands. Ces derniers avaient obtenu une représentation auprès de l'AIR et à l'intérieur des entreprises. De plus, ils acceptaient le principe d'une participation des organisations ouvrières étrangères au contrôle de l'AIR<sup>20</sup>. La déclaration de Robert Schuman et le projet d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier allaient modifier la perspective des leaders syndicaux et permettre la constitution d'un groupe syndical européen. Par ailleurs, les leaders syndicaux ne voulaient pas se retrouver à l'extérieur d'une nouvelle organisation internationale comme ce fut le cas pour l'OECE et l'AIR. Il n'en reste pas moins que les tensions évoquées ci-dessus révélaient le difficile rapprochement entre les leaders syndicaux de la mine et de la métallurgie à l'échelle européenne.

### ***B. La formation du Comité des 15***

L'intersyndicale de la Ruhr avait jeté les bases d'une coopération mine-métallurgie au niveau européen mais la continuité entre cette première organisation et le Comité des 15 n'était pas immédiate. L'absence de la Grande-Bretagne dans la CECA posait un nouveau problème organisationnel aux leaders syndicalistes. Tant au sein de la FIM que de la FIOM, les syndicalistes concernés par la CECA devaient agir avec précaution pour ne pas heurter les Anglais et les Scandinaves mais dans l'ensemble ils souhaitaient que la représentation syndicale à l'intérieur de la CECA soit le fait des organisations sectorielles au détriment de l'ORE-CISL. Afin de ne pas ralentir le travail de ces organisations dans leurs discussions à propos du Plan Schuman, ils avaient décidé de créer une structure indépendante de la CISL sur une double base sectorielle mine-métallurgie : le Comité des 15. L'initiative avait été prise par la centrale des métallurgistes de la FGTB dont les leaders étaient très actifs sur la scène européenne et internationale<sup>21</sup>. Cette mobilisation n'était pas la seule conséquence d'un enthousiasme européeniste. Les gains sociaux obtenus par les ouvriers belges de la mine et de la métallurgie étaient bien supérieurs à leurs homologues français,

---

<sup>20</sup> IISH, Archives de l'intersyndicale des mineurs et métallurgistes de la CISL, farde 2, dossier A, Lettre d'Antoine Krier aux membres de l'intersyndicale à la suite d'une entrevue avec Kurt Schumacher, 27 février 1950.

<sup>21</sup> Pierre Tilly, *André Renard...*, *op. cit.*, p. 423. Dans un premier temps, la CISL a mis sur pied une commission spéciale pour étudier les propositions de Schuman. Les problématiques de la remilitarisation de la Ruhr et de la reformation des cartels restaient au centre des préoccupations syndicales.

italiens ou allemands. La lutte contre toute tentative d'instaurer une compétition entre les travailleurs de la future Communauté figurait au centre des intérêts des leaders syndicaux. En suivant cette logique, on peut se poser la question de l'apathie des organisations syndicales des mineurs belges qui étaient les premières concernées par les effets du Marché commun du charbon au vu de la situation calamiteuse de l'industrie charbonnière belge au début des années 1950. Plusieurs éléments expliquent le peu de considération de ces leaders syndicaux.

Premièrement, plus encore que la centrale de la métallurgie, ils suivaient au plus près la ligne du Parti socialiste belge d'Achille Van Acker<sup>22</sup>. Leurs actions se concentraient sur la scène nationale où leur présence au gouvernement ou au parlement était perçue comme la meilleure garantie pour la représentation de leurs intérêts. Cette option engendrait de nombreuses contraintes pratiques puisque Nicolas Dethier et Achille Delattre, les deux principaux leaders du syndicat après la guerre, étaient parlementaire ou ministre, représentants syndicaux à l'échelle nationale, internationale et/ou européenne ainsi que bourgmestre de leur commune d'origine. Pour Nicolas Dethier, les déplacements aux institutions communautaires ou syndicales à Luxembourg représentaient une charge de travail et de temps considérable qu'il était difficile d'assumer. Deuxièmement, les relations entre les leaders socialistes belges de la mine et de la métallurgie n'étaient pas très chaleureuses, notamment entre Nicolas Dethier et André Renard. À plusieurs reprises, le syndicat des mineurs s'est plaint de leur sous-représentation au Comité consultatif et au Comité intersyndical au profit des métallurgistes. En dernier lieu, la centrale des mineurs de la FGTB avait des liens bien plus forts avec le syndicalisme britannique au travers de la Fédération internationale des mineurs. L'absence de la Grande-Bretagne au sein de la CECA était fortement regrettée par Nicolas Dethier qui ne nourrissait que de relations distantes avec les syndicats allemands et français.

Cet aperçu de la représentation syndicale dans une structure communautaire illustre le jeu complexe des relations entre leaders du mouvement ouvrier et l'inadéquation entre les aspirations des uns et des autres. Les déséquilibres dans la répartition des forces en présence empêchaient la constitution d'une organisation forte du fait de l'absence de la CGT française ou d'une organisation aussi puissante que le *National Union of Mineworkers*. Au sein des institutions communautaires et du Comité des 15, les mineurs ne disposaient pas de figures aussi charismatiques que

---

<sup>22</sup> On assistait néanmoins à une prise de distance de la part d'Achille Delattre vis-à-vis du leader socialiste. Il apparaissait en effet au syndicaliste des mineurs que sans le Plan Schuman, l'industrie charbonnière belge serait bien moins protégée de la concurrence du charbon allemand et anglais, *Le Peuple*, 5 juin 1952.

Maurice Thorez, Arthur Horner ou Willi Agatz<sup>23</sup>. Les syndicalistes membres de la Haute Autorité, Paul Finet et Heinz Pothoff (qui avait participé à la délégation allemande à l'Autorité internationale de la Ruhr) étaient tous les deux issus de la sidérurgie. Le premier syndicaliste président du Comité consultatif était André Renard alors qu'Antoine Krier et Arthur Gailly qui avaient présidé le Comité des 15 provenaient également du secteur de la sidérurgie. La prise en considération du décalage entre mineurs et sidérurgistes est essentielle pour examiner la faiblesse des actions communes parmi les organisations syndicales des mineurs à l'intérieur de la CECA.

Le Comité des 15 devait servir de lieu de réunion pour établir des positions communes dans le cadre des débats à l'intérieur des institutions communautaires mais également pour répondre aux attaques des communistes et des producteurs à l'encontre du Plan Schuman<sup>24</sup>. Le soutien qu'ils apportaient au projet européen reposait sur la volonté d'éviter la reformation des structures industrielles de l'entre-deux-guerres telles que les cartels de la Ruhr et de préserver, voire, dans l'esprit de certains, de poursuivre les progrès sociaux obtenus à l'intérieur des États membres<sup>25</sup>. Les réunions devaient offrir une base de travail avant de rencontrer la Haute Autorité. Plus qu'une organisation syndicale, le Comité a servi de lieu de rencontre et de discussion en parallèle aux réunions au Comité consultatif. Le Traité prévoyait la création d'un Comité consultatif où étaient présents dix-sept représentants syndicaux. Pour les membres du Comité des 15, il était donc important d'établir des positions communes dans le but d'éviter que des voix discordantes ne se fassent entendre.

À l'échelle des organisations internationales, le Comité consultatif constituait une composante inédite du dispositif institutionnel de la Communauté européenne du charbon et de l'acier<sup>26</sup>. Composée de cinquante et un membres, cette institution faisait l'objet d'une vive attention d'une partie des leaders syndicaux qui y voyaient le prolongement de leur participation à la vie politique et économique nationale à

---

<sup>23</sup> Nina Fishman, Anita Przamowska et Heith Holger, « Communist Coalmining Union Activists and Postwar Reconstruction, 1945-52 : Germany, Poland and Britain » in *Science & Society*, janvier 2006, vol. 70, n° 1, pp. 74-97.

<sup>24</sup> IISH, Archives de l'intersyndicale des mineurs et métallurgistes de la CISL, farde 1, Conferentie van de werknemersorganisaties van mijnwerkers en metaalbewerkers van de 6 landen die deel uitmaken van de EKSG, 16-17 juillet 1952.

<sup>25</sup> IISH, Archives de l'intersyndicale des mineurs et métallurgistes de la CISL, farde 1, Conférence intersyndicale CISL-CECA, 16-18 mars 1954.

<sup>26</sup> Lorenzo Mechi, « Il Comitato Consultativo della CECA » in Antonion Varsori (dir.), *Il Comitato Economico e Sociale nella costruzione europea*, Venezia, Marsilio, 2000, pp. 34-46.